

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Action pour le Renouveau du Gaullisme La Voix du Gaullisme Social

Juin-Juillet 2006 : n° 43

Editorial

Les questions à poser



n ne saurait en douter. L'amélioration, incontestable, de l'emploi dans notre pays ne peut dissimuler l'aggravation de l'état de la France. Nous l'avions, hélas, prévu mais le rythme que prend désormais cette dégradation dépasse ce que nous avons redouté.

Que voit-on en effet ? Un président de la République devenu apparemment autiste et un Premier ministre accroché, avec une obstination surréaliste, aux lambeaux d'un pouvoir ouvertement divisé contre lui-même. Une majorité parlementaire qui n'a plus confiance dans la politique que l'Exécutif lui propose. Une opposition elle-même déchirée par une guerre des chefs qui finit par occulter sa capacité à concevoir un vrai programme d'alternance. Une diplomatie incertaine dans ses objectifs européens, envoûtée par les sirènes atlantiques, cherchant sa sauvegarde dans un appel maladroit au tiers monde et un recours angoissé à l'humanitaire... Et que dire d'une conjoncture quotidienne qui trop souvent nous accable, depuis l'aventure du CPE jusqu'à la sombre affaire Clearstream, depuis les amnisties arbitraires prononcées par le chef de l'Etat jusqu'à l'anarchie engendrée par la «journée de solidarité» du lundi de Pentecôte ? Osons poser la question : la France est-elle encore gouvernée ?

Soixante-six ans après l'appel du 18 juin 1940 qui avait sauvé la nation d'un désastre mortel, quarante-huit ans après l'avènement d'une Ve République qui portait, avec l'assentiment de 80 % des Français, la promesse d'un renouveau durable pour le pays, avons-nous mérité cette faillite de nos espérances ? Nous ne le pensons pas, mais nous ne devons pas, pour autant, nous résigner à une situation que nous n'acceptons pas et n'accepterons jamais.

Que faire alors ? Au moment où va s'ouvrir le grand débat national dont nous souhaitons qu'il amorce le redressement du pays, nous nous contenterons de réaffirmer les deux lignes directrices de notre message : expliquer en quoi il peut encore être fécond pour la France, du moins si nous sommes capables de le ramener à son authenticité originelle ; proposer des actions concrètes dans tous les domaines où elles paraissent aujourd'hui possibles, depuis le dessein, toujours si riche, de la Francophonie jusqu'à la mise en œuvre raisonnée de la démocratie participative dont nous avons été – on l'oublie trop – les initiateurs.

Car il ne faut pas attendre passivement le «grand soir» de 2007. L'avenir est déjà là, qui frappe à notre porte. Ne le laissons pas, une nouvelle fois, se ternir !

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

“ *La France, c'est
tous les Français.*

*Ce n'est pas la gauche,
la France.*

*Ce n'est pas la droite,
la France.* ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965



Eh bien ! Non ! La République n'abdiquera pas. Le peuple se ressaisira.

Général de Gaulle, 30 mai 1968



NOTRE MEMOIRE

Notre mémoire

Un important colloque

Le colloque consacré à «Jacques Chaban-Delmas en politique», que nous avons annoncé dans notre précédent numéro, s'est tenu à Bordeaux les 18, 19 et 20 mai derniers.

Depuis longtemps, nous étions nombreux à le souhaiter. Nous n'avons pas été déçus.

Des actes publiés ultérieurement rendront compte dans le détail du déroulement de ces trois journées, au cours desquelles se sont succédé plusieurs centaines de personnes dans l'auditorium du Centre d'Art plastique contemporain que la municipalité de Bordeaux avait bien voulu mettre à la disposition du colloque. Dans l'immédiat, nous ne formulerons que quelques remarques.

En premier lieu, nous avons apprécié la bonne organisation des travaux. Sous la direction des professeurs Bernard Lachaise, Gilles le Béguec et Jean-François Sirinelli des Universités de Bordeaux III, Paris X et Sciences Po de Paris, le colloque, accueilli par M. Hugues Martin, député-maire de Bordeaux, a fait alterner près de trente rapports, d'une vingtaine de minutes chacun, et six témoignages d'acteurs de l'époque, MM. Habib-Deloncle, Fanton, Charbonnel, Cannac, Pascal – dont l'intervention sera résumée ci-après – et Valade. L'Université de Bordeaux III, qui a été le maître d'œuvre de l'ensemble, a eu d'autant plus de mérite de parvenir à ce résultat que ses locaux avaient été occupés, au cours des semaines précédentes, par des étudiants hostiles à la politique gouvernementale de l'emploi, ce qui avait sérieusement perturbé la préparation de la manifestation.

Nous insisterons aussi sur la qualité des interventions, toujours denses et précises, des universitaires concernés et sur l'intérêt des



témoignages, vivants et souvent neufs, qui les ont accompagnés. Les uns et les autres, en raison de la carrière exceptionnellement longue et riche de Jacques Chaban-Delmas, avaient eu pourtant à évoquer des sujets d'une grande diversité et, souvent, d'une réelle complexité. Nous en rappellerons les grandes lignes.

C'est ainsi que le colloque a successivement traité, après le prologue de l'inspection des Finances, de l'entrée de Chaban dans la Résistance ; de son implantation électorale à Bordeaux ; de son adhésion au parti radical, tout en pratiquant, jusqu'en 1951, la double appartenance avec le Rassemblement gaulliste ; de sa fidélité constante aux idéaux et aux combats du général de Gaulle dans la guerre puis dans la paix ; de son rôle de leader du gaullisme parlementaire après l'éclatement du RPF et de sa participation, à ce titre, aux gouvernements de Pierre Mendès France, de Guy Mollet et de Félix Gaillard ; de sa présidence de l'Assemblée nationale au temps de la République gaullienne ; de son action à la tête du gouvernement de la "nouvelle société" dans les trois premières années de la République pompidolienne ; de son départ de l'hôtel Matignon en 1972 et de son échec

à l'élection présidentielle en 1974 ; des derniers combats qu'il a menés jusqu'à la fin de sa vie publique ; de l'action toujours déterminante qu'il a conduite, à partir de 1947, comme maire de Bordeaux et "patron" de l'Aquitaine.

Enfin, nous ne pourrions que nous réjouir de l'objectivité des contributions et de la franchise des débats.

Ce colloque s'est en effet voulu d'abord scientifique, sans complaisance vis-à-vis d'une grande mémoire ni recours aux facilités de l'hagiographie. Ce qui ne l'a pas empêché de chercher à expliquer, autant que possible, le point de vue de Jacques Chaban-Delmas dans les choix auxquels il a dû procéder et de faire justice, le cas échéant, des accusations erronées et des trahisons dont il a été l'objet.

C'est dans cet esprit d'objectivité qu'ont été examinés le rôle de Jacques Chaban-Delmas dans le retour du général de Gaulle au pouvoir en 1958 ; les critiques – parfois encore virulentes – formulées contre son projet de nouvelle société par une fraction

combative du mouvement et du groupe parlementaire de l'UDR et une partie du cabinet politique de l'Élysée ; l'incompréhension, au delà de l'estime réciproque des hommes, entre la philosophie conservatrice de Georges Pompidou et l'ardeur réformatrice de Chaban, qui aurait pourtant donné une nouvelle chance à l'héritage gaullien, et à la France. Le colloque n'a pas non plus dissimulé la dégradation de l'image de Jacques Chaban-Delmas après 1970 ; les raisons de son insuccès en 1974 et les motifs de son impossible retour dans les années 1980 ; ni les limites du "système" Chaban à Bordeaux et en Aquitaine.

Au total, le colloque de mai 2006 a représenté une importante étape dans la mise en perspective historique d'un personnage dont la dimension, déjà reconnue, a été amplement confirmée.

Les séances du colloque ont été constamment honorées de la présence de Mme Micheline Chaban-Delmas et de M. Jean-Jacques Chaban-Delmas ■

Un grand témoin

Avec la démission du Premier ministre le 5 juillet 1972, la stratégie des ennemis de Chaban au «cabinet noir» de l'Élysée s'accomplit : il ne sera pas en charge à Matignon quand la maladie emportera le Président, ce qui était leur crainte. La seule chance, pour Chaban, de traduire en actes, sans entraves majeures, sa volonté de changement et d'ouverture politique réside désormais dans l'élection présidentielle. Mais la route est longue. L'échéance est en 1976 et seuls les initiés, dont il n'est pas, savent qu'elle peut être raccourcie. Comment dès lors l'aborder, la vivre, l'occuper ? Chaban choisit le profil bas. Il lui paraît injuste, déloyal et inopportun de contrarier, en quoi que ce soit l'action du Président de la République. Il est fondamentalement légitimiste. En choisissant de ne pas occuper le terrain, il cesse d'exister. Le décès de Georges Pompidou, le 2 avril 1974, le trouve impréparé et le surprend d'autant plus que, le 21 février, il avait tiré d'un long

entretien avec le Président des éléments de sérénité sur la santé de ce dernier et de confiance pour son «destin».

La campagne sera un échec : trahisons, manœuvres odieuses d'officines encouragées par des entourages, erreurs du candidat, fautes de communication, changements de style feront de ce grand moment un combat perdu dont il ne se remettra jamais.

L'homme lui-même se relèvera, grâce à Bordeaux, sa terre nourricière comme il l'appelait, mais il restera profondément meurtri. Rien, chez Chaban, homme de droiture, ne le préparait à cette forme d'affrontement. Il avait de la vie publique une conception élevée et n'imaginait le combat que loyal.

De 1974 à 1978, il s'est ressourcé à Bordeaux, privilégiant son mandat de maire sans négliger son mandat de député. A la création du RPR, en décembre 1976, il est absent de la grand messe puisque Yves Guéna, secrétaire général, lui a fait savoir

qu'il n'aurait pas la parole. Mais il choisit d'être dans le Mouvement, parce que c'est là, dit-il, qu'il y a encore le plus de gaullistes. Le durcissement du RPR, à l'initiative de son Président, favorise le rapprochement de Chaban avec le Président Giscard d'Estaing et explique l'élection de Chaban à la présidence de l'Assemblée en 1978 face à la candidature d'Edgar Faure, soutenue par Jacques Chirac. Il est en effet essentiel de contrôler la fronde parlementaire, recherchée par Jacques Chirac, qui trouvera son apogée le 6 décembre 1978 avec l'appel de Cochin.

L'année 1979 aurait dû permettre le retour de Jacques Chaban à Matignon. Le Président de la République y était, semblait-il, acquis, mais Chaban a décliné, insistant, par contre, pour qu'un gaulliste succède à Raymond Barre à Matignon, et proposant, dans cette perspective, le nom de Robert Boulin. Robert Boulin l'ami de Chaban, devenait, à son tour l'homme à abattre et les officines au savoir-faire expéditif se sont, de nouveau, déchaînées. Le 30 octobre, le Président de l'Assemblée Nationale, dans son éloge funèbre, a solennellement condamné la campagne de dénigrement dont le Ministre du travail avait été l'objet, victime d'un «assassinat» qu'il imputait à des hommes politiques sans foi ni loi. Il est clair qu'un gaulliste à Matignon et un gaulliste à la présidence de l'Assemblée auraient ouvert une voie nouvelle. Certains pouvaient le redouter. Chaban aurait pu, en 1981, avec l'élection de François Mitterrand, prendre une initiative. La situation politique nouvelle le permettait.

Il s'y est refusé. C'est seulement dans les derniers mois de 1985, considérant que l'opposition pouvait gagner les élections de 1986 qu'il a repensé à Matignon et en a fait un objectif. Il s'en était ouvert à moi, au cours d'un entretien qu'il avait organisé à son domicile et je l'avais beaucoup contrarié en lui disant que Jacques Chirac ne lui permettrait pas d'être Premier ministre, et je n'imaginai pas que Chaban puisse accepter de conduire à Matignon une politique dictée par M. Chirac. Le moment venu, le Président de la République a souhaité le désigner, à charge, pour Chaban, de faire son affaire de sa majorité parlementaire. Dans la négociation avec le Président du RPR, Chaban a retrouvé le perchoir, apportant ainsi à Jacques Chirac, sa caution et devenant le premier président d'une Assemblée Nationale de cohabitation

Pierre Pascal



Tous nos lecteurs pourront prolonger ce dialogue en nous joignant sur notre site : <http://gaullismesocial.free.fr>

Appel aux amis d'Argos

Pour répondre à de nombreuses demandes et pour mieux peser dans les prochains débats, la *Lettre d'Argos* propose de structurer son réseau de lecteurs. Les gaullistes souhaitant devenir correspondants dans leur ville ou leur région

sont invités à se faire connaître. Notre ambition est de constituer des groupes locaux, relais de la *Lettre d'Argos*, et de mieux orienter nos compagnons depuis trop longtemps éparpillés et néanmoins désireux de s'engager et de s'organiser.

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre d'ARGOS
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Juin-Juillet 2006, n° 6752